



Société du Plan Nord

Demande des renseignements généraux de l'opposition

Étude des crédits 2017-2018

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.	10
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. ; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	13
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	14

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.	16
5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	17
6	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.6. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.	18
7	La liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	19
8	La liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.	21

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
9	La liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	22
10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	23
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	24
12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	25

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	26
14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	27
15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel. d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel. g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers. j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions). k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions). n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. o) le nombre d'employés permanents et temporaires. p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ. q) le nombre de postes abolisventilé par corps d'emploi, pour 2015-2016 et les cinq années précédentes; r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	28

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
16	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	30
17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	31
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l’aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	32
19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l’entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l’adresse du port d’attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d’employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s’il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État.	33
20	Liste des sommes d’argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant : a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.	34
21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l’assignation initiale et l’assignation actuelle; e) la date de l’assignation hors structure; f) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.	35
22	Liste du personnel en disponibilité par catégrie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant: a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.	36

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.	37
24	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.	38
25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions 2017-2018, par mission.	39
26	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	40
27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.	41
28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	42
29	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.	43
30	Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	44
31	Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	45

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
32	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.	46
33	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.	47
34	La liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	48
35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	49
36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.	50
37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.	51
38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.	52
39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	53
40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	54
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	55

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	56
43	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	57
44	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés	58
45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	59
46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	62
47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	63
48	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	64
49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	65
50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	66
51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	67
52	Le nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	68
53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	69
54	La liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	70
55	La liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	71

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	72
57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	74
58	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.	75
59	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	76
60	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale; b) les indemnités de retraite, s'il y a lieu.	77
61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	78
62	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.	79
63	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	80

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
64	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	81
65	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	82

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Description		Coût*	Participants
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	New York, États-Unis 24 au 26 avril 2016 Participation à la mission économique du ministre délégué aux mines et au congrès Society for Mining, Metallurgy & Exploration Convention Compagnies minières	1 094,33 \$	Stéphane Asselin, vice-président infrastructures, environnement et développement économique Patrick Muzzi, directeur développement économique et projets spéciaux
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Nuuk, Groenland 16 au 20 mai 2016 3 ^e rencontre de l'Arctic Circle Décideurs de haut niveau sur des enjeux clés dans l'Arctique	17 544,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général; Maryse Quimper, adjointe exécutive et responsable du volet international Nathalie Camden, conseillère stratégique
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Rome, Italie 24 au 28 mai 2016 Séminaire d'experts dans le domaine de la recherche nordique et arctique Représentants du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, de la Société italienne pour l'Organisation internationale et de l'Institut d'Affaires internationales	4 045,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général; Maryse Quimper, adjointe exécutive et responsable du volet international

Description		Coût*	Participants
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Munich, Allemagne 28 mai au 1 ^{er} juin 2016 Participation à IFAT (salon mondiai des technologies environnementales) Représentants de l'industrie et des gouvernements allemand et bavarois	2 759,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général Maryse Quimper, adjointe exécutive et responsable du volet international
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	New York, États-Unis 17 juin 2016 Présentation des projets d'infrastructure sur le territoire du Plan Nord à l'horizon 2035 PWC, Erns & Young, Shearman & Sterling, JP Munfa, Shuiwen Hy & Jun Zhang, MacLennan	895,69 \$	Stéphane Asselin, vice-président infrastructures, environnement et développement économique
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	New York, États-Unis 16 au 17 août 2016 Rencontres - Financement - Développement économique et projets spéciaux Représentants de la délégation du Québec à New York	579,55 \$	Stéphane Asselin, vice-président infrastructures, environnement et développement Économique
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Iqaluit, Nunavut 1 ^{er} au 3 septembre 2016 Forum des ministres responsables du développement du Nord Ministres responsables du Nord	6 297,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général Maryse Quimper, adjointe exécutive et responsable du volet international
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Toronto, Ontario 26 au 28 septembre 2016 Mines & Money Compagnies minières	6 149,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général; Stéphane Asselin, vice-président infrastructures, environnement et développement économique Jocelyn Douhéret, directeur Bureau de commercialisation Karina Painchaud, conseillère stratégique Bureau de commercialisation
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Reykjavik, Islande 4 au 8 octobre 2016 4 ^e Assemblée de l'Arctic Circle Décideurs de haut niveau sur des enjeux clés dans l'Arctique	7 513,44 \$	Robert Sau��v��, président-directeur général Maryse Quimper, adjointe exécutive et responsable du volet international Alexandre Baillargeon, adjoint exécutif et responsable du dossier de la recherche
Voyage ��: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Ottawa, Ontario 11 au 12 octobre 2016 Forum sur le logement ��Inuit Tapiriit Kanatami�� Organisations responsables du logement inuit au Canada	1 105,05 \$	Jean François Breton, conseiller

Description		Coût*	Participants
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Ottawa, Ontario 17 octobre 2016 Journée de conférences et d'échanges organisée sur le rôle des infrastructures dans le développement nordique. Représentants de l'industrie minière canadienne, Représentants des gouvernements du Yukon, du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest et de l'Ontario.	809,46 \$	Jocelyn Douhéret, directeur Bureau de commercialisation
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Ottawa, Ontario 26 octobre 2016 Présentation des occasions d'investissements sur le territoire du Plan Nord à l'ambassade du Qatar. Ambassadeur et entreprises du Qatar.	785,90 \$	Jocelyn Douhéret, directeur Bureau de commercialisation
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Winnipeg, Manitoba 16 au 18 janvier 2017 Pan Canadian Summit on Reducing Diesel in Remote Communities sur invitation des gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada Participants à l'événement	1 311,72 \$	Jean-Luc Bugnon, coordonnateur stratégique infrastructures et environnement
Voyage à: Date: But du voyage: Personnes rencontrées:	Boston, États-Unis 16 au 18 février 2017 6 ^e conférence internationale Fletcher Arctic Professeurs et intervenants de l'Université Tuft, du Forum permanent des Nations Unies sur les enjeux autochtones, de l'Arctic Institute, de l'Alaska et de l'Islande	1 505,00 \$	Robert Sauvé, président-directeur général

*Les montants incluent les dépenses des participants

Les sous-questions f), g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. ; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Déplacement en avion au Québec de monsieur Robert Sauvé, président-directeur général.

Date de départ	Date de retour	Itinéraire	Coût
2016-04-08	2016-04-09	Sept-Îles	978,00 \$
2016-05-06	2016-05-06	Chibougamau	1 032,00 \$
2016-05-23	2016-05-24	Kuujuaq	2 366,00 \$
2016-06-20	2016-06-21	Rouyn-Noranda	1 196,00 \$
2016-07-27	2016-07-27	Chibougamau	1 376,00 \$
2016-09-06	2016-09-07	Sept-Îles	848,00 \$
2016-09-15	2016-09-16	Val d'Or et Rouyn-Noranda	1 817,00 \$
2016-09-29	2016-09-30	Kuujuaq	2 592,00 \$
2016-10-03	2016-10-04	Sept-Îles	1 198,00 \$
2016-10-17	2016-10-17	Chibougamau	415,00 \$
2016-11-07	2016-11-07	Sept-Îles	903,00 \$

Les sous-questions c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicité

But visé	Fournisseur	Dépense
Publication - Gazette officielle	Centre de services partagés du Québec	1 232,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Jobboom inc.	1 144,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Linkedin	770,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Ordre des CPA	450,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Infopresse	790,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Publication Nord Côtier	426,00 \$
Placement publicitaire - candidature	Le quotidien	532,00 \$

Diffusion de communiqué

Fournisseur	Dépense
CNW Telbec	4 055,00 \$

Articles promotionnels

Aucune dépense.

Commandite

Bénéficiaire	Dépense
Arctic Circle	50 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : **Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme** : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; **Par un professionnel ou par une firme externe** : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Type d'événement	But visé	Coût global
Conférence de presse	Présentation du plan stratégique 2016-2020 à l'occasion du 1er anniversaire de la Société du Plan Nord	1 105,41 \$
Conférence de presse	Chargement du premier bateau à la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire	4 348,75 \$
Conférence de presse	Annonces Stria	230,05 \$
Congrès*	Forum de l'Arctic Circle: rencontre internationale sur le développement nordique et arctique	57 386,58 \$
Congrès	Journée des donneurs d'ordres et des fournisseurs en Eeyou Itschee Baie-James (5 avril 2017) - Dépense de mars 2017	1 365,00 \$

*Dépense nette des revenus de l'événement

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Formation de communication organisée par la Société

Aucune formation de communication en 2016-2017.

Formation de communication organisée par un professionnel
ou une firme externe

Aucune formation de communication en 2016-2017.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

6. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

6. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Aucune dépense en formation de communication en 2016-2017.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 par. 22 et 23).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

7. La liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Contrats inférieurs à 25 000 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
ACCEO Solutions inc.	Services et formation logiciel Acomba X	4 677,80 \$
Adecco services de ressources humaines LTÉE	Service de placement temporaire de personnel administratif	12 547,70 \$
Association de l'exploration minière du Québec	Location d'un kiosque (Xplor 2016)	12 000,00 \$
9044-8002 Québec inc. (Arsenalweb)	Implantation, entretien application web BDE	4 696,00 \$
Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	Services-conseils juridiques en matière de droit du travail	5 322,00 \$
CEDROM-SNi inc	Abonnement au service de revue de presse	15 713,32 \$
Chambre de commerce de Chibougamau	Services de gestion des inscriptions et des agendas des rencontres de maillage	4 900,00 \$
Collection Groupecho Canada inc.	Analyse de la situation financière et juridique SPN	865,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Service de formation	4 250,00 \$
Industrial Info Ressources inc.	Abonnement à une base de données sur les travaux miniers et industriels au Québec	2 697,00 \$*
Québec voyages et congrès inc. (Inscript)	Gestion des inscriptions - Forum Arctic Circle Québec	7 780,50 \$
Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L.	Services-conseils juridiques en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels	2 500,00 \$
Les traductions Tradufor enr.	Traduction et révision de traduction	8 993,83 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Les Traductions Waterhouse inc.	Traduction et révision de traduction	16 889,76 \$
Mallette S.E.N.C.R.L.	Diagnostic organisationnel et support au recrutement	4 057,00 \$
Marc-André Gosselin (MAG production)	Opérations logistiques et production technique des activités	19 500,00 \$
Miro location informatique inc.	Services Internet au Forum Arctic Circle	2 277,00 \$
Centre de services de paie CGI inc.	Service de gestion de la paie	5 113,25 \$
PMT Roy, Assurances et services financiers	Assurances	8 732,00 \$
Raymond Verreault	Organisation, déroulement du programme, scénarisation et gestion des ateliers - Forum Arctic Circle	15 873,75 \$
Solid Béton Ébénisterie inc.	Fabrication et installation de panneaux en acrylique	6 611,53 \$
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Test psychométrique	1 325,00 \$
Stevenson & Rédacteurs inc	Traduction et révision de traduction	2 038,00 \$
Traductions Terrance Hughes inc.	Traduction et révision de traduction	21 213,44 \$
Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Services-conseils en matière de droit administratif	1 350,00 \$

* En dollars US

NOTE: tous les contrats ont été conclus de gré à gré.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>.

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

8. La liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat de la Société du Plan Nord n'a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant suivant l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

9. La liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

La Société du Plan Nord n'a effectué aucun appel d'offres public en 2016-2017.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

La Société du Plan Nord n'a eu aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour l'ensemble de la Société du Plan Nord, en 2016-2017, le montant de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie:	7 390,00 \$
b) le mobilier de bureau et c) l'ameublement:	969,00 \$
d) la décoration et l'embellissement:	415,00 \$
e) le distributeur d'eau de source:	260,00 \$
f) le remboursement des frais de transport:	168 156,00 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement:	42 887,00 \$
h) le remboursement des frais de repas:	14 005,00 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes:	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement:	
I. a) au Québec	26 353,59 \$
II. b) à l'extérieur du Québec	- \$

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre de téléphones cellulaires ou autres types de téléphones intelligents utilisés:	43
Nombre de tablette électroniques et d'ordinateurs portables utilisés:	18
Coût d'acquisition des téléphones cellulaires:	0\$
Coût d'acquisition des tablettes électroniques et des ordinateurs portables:	480\$
Coût d'utilisation des appareils:	25 430\$
Coût des contrats téléphoniques:	0\$
Nom des fournisseurs:	CSPQ, Bell
Nombre de minutes utilisées:	Contrats forfaitaires
Coût des frais d'itinérance:	2 323\$
Coûts de résiliation:	0\$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel. d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel. g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers. j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions). k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions). n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. o) le nombre d'employés permanents et temporaires. p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ. q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2015-2016 et les cinq années précédentes; r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

a) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

b) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

- c) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- d) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- e) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- f) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- g) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
- j) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- k) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir: 8
- l) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

m)

Point de service	Nombre de postes par catégorie d'emploi
Québec (siège social)	Dirigeant et cadre: 8 Professionnel: 18 Personnel de bureau, technique et assimilé: 8 Étudiant et stagiaire: 1
Baie-Comeau	Professionnel: 2
Chibougamau	Professionnel: 2
Roberval	Professionnel: 2
Sept-Îles	Professionnel: 4

q) Nombre de postes abolis au net en 2016-2017: aucun

Les réponses aux sous-questions n), o), p) et r) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour l'ensemble des ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

16. Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines: aucun.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus en 2017-2018: aucun.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats: 4

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement	Superficie louée (m ²)	Coût du loyer annuel	Coûts d'aménagement	Nom du locateur
Baie-Comeau, 625, boulevard Laflèche, RC, bureau 704	33,74	7 109,76 \$	0 \$	Société québécoise des infrastructures
Chibougamau, 462, 3e rue, bureau 11	71,08	12 272,16 \$	0 \$	Société de développement de la Baie-James
Québec, 900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 720	1 066,78	339 806,04 \$	6 611,53 \$	Société québécoise des infrastructures
Roberval, 755, boulevard Saint-Joseph, bureau 203 A	94,3	7 529, 00 \$ (Du 1er novembre 2016 au 31 mars 2017)	70,00 \$	Société québécoise des infrastructures
Sept-Îles, 816, boulevard Laure, local 102	103,35	11 817,72 \$ (Du 1er avril 2016 au 30 septembre 2016)	0 \$	Hydro-Québec
Sept-Îles, 690, boulevard Laure, bureau 104.5	176,57	13 018,20 \$ (Du 1er octobre 2016 au 31 mars 2017)	8 443,25 \$	Société québécoise des infrastructures

L'entente avec la SDBJ est renouvelable annuellement. Pour la durée des baux de la SQI, cette dernière répondra à la question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Société en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La Société du Plan Nord n'a pas engagé de coûts pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation ou d'autres travaux pour les bureaux de la haute direction.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

20. Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Société du Plan Nord n'a pas de budget discrétionnaire.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant: a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

La Société du Plan Nord n'a pas aboli de poste dans ses bureaux régionaux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions 2017-2018, par mission.

En réponse à cette question, se référer à la question 15 j) des demandes de renseignements généraux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Liste des abonnements

Type d'abonnement	Coût	Fournisseur	Nature du service
Annuel	17 829,90 \$	Cedrom SNI	Revue de presse
Annuel	85,00 \$	Les Affaires	Publication
Annuel	2817,00 \$	Industrial Info Resources	Base de données
Annuel	219,95 \$	Réseaux MERX	Diffusion d'appels d'offres publics
Annuel	56,00 \$	Nunatsiaq News	Publication

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense encourue en 2016-2017.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

a) Nom du site Web: plannord.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site: Nexun Média

c) Les coûts de construction du site: aucun en 2016-2017

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien, de mise à jour: 15 \$/mois

e) Les coûts de modernisation ou de refonte: 1019,90 \$, ajout d'une section sur le Bureau de commercialisation et sa plateforme Web ainsi qu'une section sur le Fonds d'initiatives du Plan Nord.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites: cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour: selon les besoins

h) Le responsable du contenu du site: Société du Plan Nord

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

30. Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

En réponse à cette question, se référer à la question 7 des demandes de renseignements généraux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

31. Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

- Abitibi-Témiscamingue : 8 160 \$
- Montérégie : 5 100 \$
- Centre du Québec : 5 100 \$
- Chaudière-Appalaches : 5 150 \$
- Estrie : 5 075 \$
- Bas St-Laurent : 5 150 \$

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport d'activité 2016-2017 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

34. La liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

Sans objet.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information sera présentée au Rapport d'activité 2016-2017 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

La Société du Plan Nord n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2016-2017.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Société du Plan Nord n'a versé aucune prime au rendement ou boni en 2016-2017.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

La Société a versé un montant à titre d'indemnité de départ pendant l'année 2016-2017. Ces modalités financières de fin d'emploi convenues entre les parties ne peuvent être communiquées en raison du privilège relatif au règlement des litiges reconnu en pareille matière.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

43. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

44. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité ministériel du Plan Nord	Assurer le déploiement du Plan Nord dans chacune de ses dimensions économique, sociale et environnementale.	Composé des ministres de l'Énergie et des Ressources naturelles et responsable du Plan Nord, responsable des Affaires autochtones, du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, responsable du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et de la Sécurité publique, des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, des Forêts, de la Faune et des Parcs et responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec, déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la Famille, du Tourisme, de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, responsable de l'Enseignement supérieur, délégué aux Affaires maritimes, de la Justice; de la Vice-première ministre et ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional; des députés d'Abitibi-Est et d'Ungava et du président-directeur général de la Société du Plan Nord (secrétaire du comité).	Ministre responsable du Plan Nord
Sous-comité du comité ministériel sur les affaires sociales	Coordonner l'action gouvernementale des ministères impliqués dans le dossier de la régulation sociale au Nunavik, notamment en matière de justice, de sécurité publique, de santé publique et d'éducation.	Composé des ministres de l'Emploi et de la Solidarité sociale, responsable des Affaires autochtones, des Forêts, de la Faune et des Parcs et responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec, déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la Famille, de l'Énergie et des Ressources naturelles et responsable du Plan Nord, de la Justice; des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, des députés d'Abitibi-Est et d'Ungava et du président-directeur général de la Société du Plan Nord (secrétaire du comité)	Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la santé publique et aux Saines habitudes de vie

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité directeur du Plan Nord	Veiller à ce que les mesures mises en place par les ministères et organismes gouvernementaux s'inscrivent dans la poursuite des orientations et des priorités définies dans le Plan Nord	Composé des sous-ministres des ministères suivants: MAMOT, MEES, MERN, MDDELCC, Tourisme, Justice, MESI, MSSS, MSP, MFFP, MTMDDET, MCC, Famille, MAPAQ; MESS, des secrétaires généraux associés aux affaires maritimes et aux affaires autochtones; de la secrétaire générale adjointe à la condition féminine; du président-directeur général de la Société d'habitation du Québec, du président-directeur général de la Société du Plan Nord (SPN) et d'autres représentants de la SPN.	SPN
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (GT30%)	Proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en oeuvre à compter de 2020.	Composé de représentants du MDDELCC, du MFFP, du MERN, du Secrétariat aux affaires autochtones et de la SPN, de représentants des nations crie, innue, inuite et naskapie ainsi que de représentants de l'Institut nordique du Québec (Université Laval), de Nature Québec, de la Société pour la nature et les parcs du Canada - section Québec, de l'Association minière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, d'Hydro-Québec, des régions du Saguenay–Lac-St-Jean et de la Côte-Nord.	MDDELCC et SPN
Sous-groupes de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (SGT30% - zone forêt boréale et SGT30% - zone taïga/toundra)	Mener des tâches de niveau technique et scientifique qui permettent au GT30% de réaliser son mandat en considérant les enjeux spécifiques de la zone forêt boréale et de la zone taïga/toundra.	Composés de représentants du MDDELCC, du MFFP, du MERN, du Secrétariat aux affaires autochtones et de la SPN, de représentants de la nation innue, ainsi que de représentants de l'Institut nordique du Québec (Université Laval), de Nature Québec, de la Société pour la nature et les parcs du Canada - section Québec, de l'Association minière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, d'Hydro-Québec et de représentants jamésiens du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James.	MDDELCC et SPN
Comité interministériel sur le navetage aéroporté	Documenter les questions relatives au navetage aéroporté, mesurer les effets du navetage aéroporté et réfléchir à la mise en place de mesures d'atténuation des effets négatifs du navetage aéroporté.	Composé de représentants de la SPN, du Secrétariat aux affaires autochtones, du MERN, du MAMOT, d'Emploi-Québec, du Secrétariat à la condition féminine, du MTMDDET, de la Commission de la construction du Québec, du ministère de la Justice, du MEES et du MSSS.	SPN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel sur la démographie	Mesurer l'évolution démographique des populations des communautés nordiques, notamment par le développement d'un outil de mesure et l'évaluation (bisannuelle) des changements démographiques et des mouvements des populations du Nord.	Composé de représentants de la SPN, du MAMOT, du MSSS, du MTESS, du ministère de la Famille et du MEES.	SPN

Aucuns honoraires n'ont été versés relativement à ces comités.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

48. Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La Société du Plan Nord qui coordonne la mise en œuvre du Plan Nord comptait, au 28 février 2017, 45 ETC en poste.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Société du Plan Nord
Budget 2016-2017
(En millions de dollars)

REVENUS	
Contribution du Fonds du Plan Nord	73,5
Contribution exceptionnelle du Fonds du Plan Nord	100,3
Total des revenus	173,8
DÉPENSES	
Dépenses administratives	6,7
Ministères et organismes	54
Autres mesures	10,8
Fonds d'initiatives du Plan Nord	2
Total des dépenses	73,5
Excédent (déficit)	100,3
EXCÉDENT (DÉFICIT) après prise en compte de l'investissement dans la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire, s.e.c.	0

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

52. Le nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires maritimes) pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires maritimes) pour tous les ministères et organismes

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

54. La liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

55. La liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Le 1er avril 2015, des modifications à la Loi instituant le Fonds du Plan Nord sont entrées en vigueur. Depuis cette date, le Fonds du Plan Nord est affecté à l'administration de la Société du Plan Nord et au financement de ses activités. Il ne finance plus directement les ministères et les organismes. La liste des aides financières comprend donc les aides financières consenties par le programme Fonds d'initiatives du Plan Nord de la Société du Plan Nord.

Liste des aides financières accordées en vertu programme du Fonds d'initiatives du Plan Nord

Bénéficiaire	Montant accordé (\$) en 2016-2017
Centre des Premières Nations Nikanite (UQAC)	44 435 \$
Centre de recherche Les Buissons	25 000 \$
CONSOREM	150 000 \$
Municipalité de Pointe-Lebel	93 981 \$
Orchestre à corde de Baie-Comeau	7 233 \$
Ferme Manicouagan S.E.N.C	62 800 \$
Ville de Port-Cartier	250 000 \$
Festival du Doré Baie-James	30 000 \$
Corporation pour le développement des loisirs et des sports	15 876 \$
Enviro Llecte	14 128 \$
Regroupement de diversification économique Mécatina	41 280 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	77 122 \$
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines du Québec	14 693 \$
FaunENord	95 094 \$

Bénéficiaire	Montant accordé (\$) en 2016-2017
Cégep de Baie-Comeau	18 000 \$
Port du Havre Saint-Pierre	9 643 \$
Centre de Femmes Les Elles du Nord	11 000 \$
Association Loisir Plein Air Fermont	20 000 \$
Ville de Schefferville	20 650 \$
Centre de recherche du Nunavik, Corporation Makivik	50 000 \$
Université du Québec	40 000 \$
Commission de Développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	51 686 \$
Secrétariat aux alliances économiques Nation crie Abitibi-Témiscamingue	15 750 \$
Société du port Ferroviaire de Baie-Comeau Hauterive	25 300 \$
Béton Préfabriqué du Québec	67 505 \$
BoréA	200 000 \$
Corporation de développement économique de la Ville de Chapais	90 000 \$
Institut technologique de maintenance industrielle (ITMI)	57 518 \$
Stria Lithium	37 200 \$
Ville de Matagami	42 191 \$

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Comme la Société du Plan Nord ne dispose de services juridiques internes, elle fait appel à des firmes externes pour ses besoins d'expertise juridique.

La somme allouée pour tout type de service juridique s'est élevée, en 2016-2017, à 11 185,74 \$.

Informations au 28 février 2017

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Aucun.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) Selon sa Planification annuelle en ressources informationnelles (PARI), la dépense totale prévue de la Société du Plan Nord en 2016-2017 s'élève à 336 100 \$.
- b) La Société du Plan Nord n'a pas de grand dossier en cours.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Se référer à la réponse à la question 11 pour cette sous-question.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale; b) les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) Concernant la masse salariale, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Aucune indemnité de retraite n'a été versée par la Société du Plan Nord en 2016-2017.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport d'activité 2016-2017 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La Société du Plan Nord n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations : 51 465 \$

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

- Association canadienne de la paie
- Le Centre pour le Nord – Conference board of Canada
- Institut d'administration publique de Québec